



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC PERIODE DU 29 MARS AU 11 AVRIL 2018

MONUSCO :

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies est arrivée hier dans la province de l'Ituri, une nouvelle étape dans le cadre des visites de terrain qu'elle effectue depuis sa prise de fonction en février dernier. Après la région du Kasai et le Nord-Kivu, il s'agit pour Mme Zerrougui de rencontrer l'ensemble des partenaires et personnels des Nations Unies, de les écouter et de mieux comprendre la situation sur le terrain.

La Représentante spéciale a eu plusieurs séances de travail hier mardi, avec le Gouverneur et le Conseil de sécurité provincial, les représentants des communautés et le personnel des agences, fonds et programmes des Nations Unies ainsi que des ONG internationales.

Avec au cœur des discussions, les récentes violences qui ont affecté la province, notamment dans le territoire de Djugu.

Mme Zerrougui a souligné l'importance d'avoir une évaluation conjointe de la situation, de ce qui a été fait et peut être encore fait pour permettre aux populations de rentrer chez elles et d'envoyer leurs enfants à l'école.

Elle a également encouragé les populations à se réconcilier afin de leur permettre de pouvoir reprendre la vie ensemble malgré ce qui s'est passé et a assuré les communautés du soutien de la MONUSCO, aux côtés des autorités congolaises, pour y parvenir.

La Représentante spéciale a fixé des priorités : traiter les causes profondes de la crise ; appuyer ceux qui sont dans le besoin avec des solutions durables et travailler sur la lutte contre l'impunité.

Son plaidoyer est en droite ligne avec le mandat de la MONUSCO renouvelé il y a deux semaines par le Conseil de sécurité des Nations Unies avec l'adoption de la Résolution 2409, soit rétablir et assurer une paix durable et faciliter le processus électoral pour un pays stable, sécurisé et qui regarde vers l'avant.

Leila Zerrougui et le Commandant de la Force de la MONUSCO par intérim, le Général Commins, se trouvent actuellement à Fataki.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Protection de l'enfant :

Durant le premier trimestre de l'année 2018, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a vérifié 807 violations graves commises à l'encontre des enfants. Deux tiers des incidents se sont produits dans la province du Nord-Kivu, suivi de l'Ituri, de la région des Kasais et du Sud-Kivu. Près de 70% de ces violations concernent le recrutement et l'utilisation des enfants par des groupes et milices armés dont les principaux recruteurs sont les Mayi-Mayi Mazembe, Kamuina Nsapu et Nyatura.

Des cas de meurtres et mutilations ont également été documentés en Ituri (39 enfants victimes) et dans la région des Kasais (19 enfants victimes). Des individus armés non identifiés ont attaqué des écoles (87) et des hôpitaux (3) en Ituri. Ces attaques constituent l'une des raisons pour lesquelles de nombreux enfants sont déscolarisés et non pas accès aux soins de santé de base. On estime à plus de 50 000, le nombre d'enfants privés de leur droit à l'éducation dans cette localité. La MONUSCO rappelle que les attaques contre les écoles et les hôpitaux sont une violation grave du droit international et appelle toutes les parties à respecter leurs obligations.

La période considérée a été marquée par une escalade de la violence entre les populations Hema et Lendu dans le territoire de Djugu en Ituri, affectant gravement les enfants. Meurtres à la machette, déplacements massifs de la population, villages brûlés et plus de 70 écoles incendiées, tel est le triste climat qui prévaut dans cette localité et qui constitue un environnement particulièrement instable et dangereux pour les enfants. La MONUSCO continue de suivre, avec une profonde préoccupation, l'évolution de la situation.

Au Nord et Sud-Kivu, les affrontements entre les groupes armés et les FARDC ont non seulement favorisé le recrutement et l'utilisation d'enfants, mais ont aussi permis aux enfants déjà captifs de s'échapper des groupes armés auxquels ils étaient associés. Il est à noter que le déplacement massif de la population à travers l'Est du pays a lourdement mis en péril la sécurité des enfants qui sont exposés à une vulnérabilité aiguë.

Du 26 mars au 1^{er} avril 2018, à Kitona, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO en collaboration avec le bureau de la Réforme du Secteur de Sécurité (SSR), l'UNICEF et l'UEPNDDR, a organisé un atelier de formation sur les Procédures opérationnelles standards relatives à l'évaluation de l'âge.

Au total, ce sont 30 agents des FARDC, de la PNC, d'ONG locales impliquées dans la protection de l'enfant qui ont bénéficié de cette formation visant à lutter contre le recrutement et l'utilisation des enfants. Une formation similaire se tiendra, dans les prochains jours, à Tshikapa.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Equipe de pays :

Visite du Haut-Commissaire pour les réfugiés en RDC

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Filippo Grandi, a effectué une visite officielle en République démocratique du Congo du 3 au 7 avril 2018. Filippo Grandi s'est rendu respectivement à Kinshasa, Goma (Nord-Kivu) et Mulongwe (Sud-Kivu). Au cours de sa visite, il a rencontré le Président de la République, Joseph Kabila, des membres du Gouvernement, la communauté humanitaire et diplomatique. Le Haut-Commissaire a aussi échangé avec les personnes relevant de son mandat à savoir les réfugiés et les déplacés internes.

Devant ces différents interlocuteurs, M. Grandi a mis l'accent sur la recherche des solutions concrètes aux problèmes humanitaires. Il a souligné le rôle important que la RDC joue comme pays d'accueil de plus de 540 000 réfugiés, ainsi que les défis causés par le déplacement interne en RDC et la présence de plus de 740 000 réfugiés congolais dans la région.

A Kinshasa, le Haut-Commissaire pour les réfugiés s'est entretenu avec des hommes et des femmes réfugiés propriétaires d'entreprises dans les secteurs de l'habillement, du commerce de produits agricoles ou qui travaillent dans le domaine de la technologie. Ces réfugiés ont bénéficié de l'éducation, des compétences et des formations en gestion d'entreprise offertes par des partenaires locaux et le HCR. Après avoir entendu le récit de leurs triomphes sur l'adversité, il a fait l'éloge de leurs réussites, soulignant qu'elles donneront du courage à ceux qui sont chassés de chez eux et doivent fuir.

Au site des réfugiés de Mulongwe, qui ne se trouve pas loin de Baraka (Sud-Kivu), M. Grandi s'est entretenu avec les réfugiés burundais et les représentants de la population locale. Il a dit être très impressionné par la bonne coexistence et le partage de ressources entre les deux communautés, et a confirmé que le HCR suivra avec son approche de soutenir les services de bases qui sont partagés par les réfugiés et la communauté hôte.

A la fin de sa visite en RDC, le Haut-Commissaire pour les réfugiés a pu échanger à Goma avec des réfugiés rwandais qui attendaient leur retour volontaire au Rwanda, grâce à l'appui du HCR et des deux gouvernements.

Le Haut-Commissaire a poursuivi sa visite par le Rwanda et le Burundi.

Des agents vétérinaires publics prêts à intervenir en cas d'épidémie de Grippe aviaire en RD Congo

Cent cinquante agents vétérinaires publics de la République démocratique du Congo (RDC) sont désormais capables d'intervenir efficacement en cas d'urgence de l'apparition de l'épidémie de la grippe aviaire afin d'éviter la propagation de la maladie dans la communauté.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hg-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

C'est au terme d'une série de formations organisées successivement à Goma, Lubumbashi et Kisangani. Le dernier atelier de formation a été organisé, en fin mars 2018, à Kisangani dans la province de la Tshopo. Il a regroupé plus de 30 agents des provinces de la Mongala, Bas-Uélé, Tshopo et Maniema.

Tous ces agents formés ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur la surveillance et la riposte de maladies animales dont la grippe aviaire. Ils sont désormais capables de faire des investigations épidémiologiques, la détection de la maladie et l'abattage de la volaille contaminée, les prélèvements de différents échantillons à acheminer aux laboratoires.

Cette activité nationale s'inscrit dans le cadre du Programme d'Action Mondiale pour la Sécurité Sanitaire Mondiale (PASSM) en Afrique de l'Ouest et Centrale/ ECTAD, mis en œuvre par la FAO et financé par l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID) en collaboration avec le ministère de Pêche et élevage.

Situation militaire

(Par le Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernent la situation sécuritaire dans les provinces de **l'Ituri**, **Nord-Kivu** et le territoire de **Beni**.

Dans la province de **l'Ituri**, les troupes onusiennes effectuent depuis le 4 avril 2018, des opérations de grande envergure le long du littoral du lac Albert. En plus de dissuader et neutraliser toute présence négative, des déploiements tactiques et des patrouilles de domination de terrain ont été projetés dans les villages affectés par des actes de violence.

Ces actions visent la création d'un environnement sain et sécurisé permettant la réouverture des écoles, marchés, lieux de cultes et centres de santé afin d'encourager le retour des déplacés.

Par ailleurs, dans le cadre des activités de rapprochement communautaire, la base temporaire de la MONUSCO à **Blukwa** a facilité une conférence rassemblant plus de deux cents (200) notables, leaders clés de la société, et chefs de groupements.

Cette rencontre, qui a eu lieu le 5 avril 2018 à **Blukwambi**, a été l'occasion de discuter les efforts à consentir par toutes les parties prenantes pour garantir la sortie de cette crise. Les participants ont salué l'effort de paix de la MONUSCO, et ont notifié aussi ses issues positives ayant favorisé le retour des déplacés et la normalisation progressive de la situation.

Dans la province du **Nord-Kivu**, la Force de la MONUSCO continue de remplir son mandat de protection des civils par la projection rapide de troupes.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Dans ce contexte, des déploiements tactiques ont été proactivement lancés au village de **Kyahemba** pour prévenir toute escalade de la violence, suite au meurtre du curé de la paroisse de **Kitshanga**.

La Force de la MONUSCO, qui a renforcé sa présence dans cette zone, a activement engagé les représentants des communautés à ne pas céder à la violence et parer à toute utilisation de ce malheureux incident comme catalyseur de tensions ethniques dans la région.

Dans le territoire de **Beni**, la Force de la MONUSCO continue la traque des éléments négatifs à travers un important dispositif militaire proactif.

C'est ainsi que la base de la MONUSCO à **Butembo** a promptement déployé le 8 avril 2018 un détachement de réaction rapide à la réception d'informations confirmant l'occupation d'une école à **Pabuka** (30 km au nord de **Butembo**), par une quarantaine d'éléments armés qui l'utilisent comme base pour s'en prendre à la population civile. Le détachement d'intervention a dû parcourir 10 kilomètres à pied pour arriver au village en raison de l'absence de routes appropriées.

Au cours de cette opération, les troupes onusiennes ont engagé le combat à deux reprises contre les assaillants, et ont eu recours au tir d'armes lourdes et de mortiers, forçant ainsi ces éléments à prendre la fuite après un échange de feux nourri. Des patrouilles de recherche et de domination de terrain ont été déployées dans les régions voisines pour assurer la protection des civils et traquer toute présence négative.

De même, une force de réaction rapide a été projetée sans délais vers la localité de **Kalungute** le 9 avril 2018, pour parer à une incursion d'un groupe armé. Cette action proactive a permis de briser la menace de ces éléments, qui se sont retirés à l'aperçu du détachement. Les troupes onusiennes, après avoir stabilisé la situation, ont engagé par la suite des patrouilles de poursuite et de ratissage dans les zones avoisinantes.

Enfin, la Force de la MONUSCO reste proactive et par son action quotidienne, elle continue d'assurer la protection des civils par un déploiement accru de patrouilles pédestres, motorisées et d'hélicoptères, de jour comme de nuit.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13